

## Rapport de gestion

Le 12 novembre 2019

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats d'exploitation et à la situation financière de Pages Jaunes Limitée et de ses filiales pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et aux notes complémentaires pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 ainsi qu'à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018. Veuillez vous reporter au communiqué de presse de Pages Jaunes Limitée présentant ses résultats pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, publié le 13 novembre 2019. Les rapports trimestriels, le rapport annuel, les renseignements supplémentaires et la notice annuelle figurent sur le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com) et à la section « Investisseurs – Rapports et dépôts » du site Web de la Société, à l'adresse <https://entreprise.pj.ca/fr>. Les communiqués de presse sont accessibles sur le site de SEDAR et à la section « Nouvelles – Communiqués de presse » du site Web de la Société.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « normes IFRS »), et l'information présentée dans le présent rapport de gestion a été tirée de ces états financiers.

Sauf indication contraire, tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont en dollars canadiens. Veuillez vous reporter à la section « Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats » pour obtenir la liste des mesures financières non conformes aux normes IFRS et des indicateurs de performance clés.

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Pages Jaunes » et « PJ » désignent Pages Jaunes Limitée et ses filiales [notamment Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 411 Local Search Corp. (411.ca), Pages Jaunes Habitations Limitée (Pages Jaunes Immobilier), vendue le 23 juillet 2018, YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Digital & Media Solutions LLC [ces deux dernières étant collectivement appelées YP (États-Unis)], Bookenda Limitée (Bookenda), vendue le 30 avril 2019, Solutions YP Dine Limitée (PJ Resto), vendue le 30 avril 2019, 9059-2114 Québec Inc. et DuProprio Inc. (ces deux dernières étant collectivement appelées DuProprio/ComFree), vendues le 6 juillet 2018, Publicité Juice DMS Limitée, vendue le 31 décembre 2018 et Juice Mobile USA LLC, dissoute le 20 décembre 2018 (ces deux dernières étant collectivement appelées JUICE), et 9778748 Canada Inc. (Totem), vendue le 31 mai 2018].

### Mise en garde concernant l'information prospective

Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des activités de PJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles, en date du 12 novembre 2019, au sujet de nos activités et des marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur plusieurs hypothèses qui pourraient faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de façon significative des attentes exprimées ou sous-entendues dans cette information et ces déclarations prospectives et que nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires ne soient pas réalisés ou atteints. Par conséquent, nous ne pouvons garantir que l'une ou l'autre de nos déclarations prospectives se réalisera et nous mettons en garde le lecteur contre le risque que représente le fait de s'appuyer sur ces déclarations prospectives. L'information et les déclarations prospectives qui figurent dans le présent rapport de gestion sont présentées dans le but d'aider les investisseurs et les autres parties à comprendre nos stratégies, nos objectifs et nos plans d'affaires. Le lecteur est donc mis en garde contre le fait que cette information pourrait ne pas convenir à d'autres fins. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons eu recours aux hypothèses suivantes :

- La conjoncture économique au Canada ne se détériorera pas.
- Nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés.
- Nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir des produits et services qui nous aideront à soutenir notre clientèle et amélioreront les produits moyens par client.
- La baisse des produits tirés des médias imprimés demeurera à un niveau égal ou inférieur à 25 % par année.
- Les marges brutes du secteur PJ ne diminueront pas significativement des niveaux actuels.

- Les réductions continues des dépenses atténueront l'incidence sur les flux de trésorerie de la baisse des produits.
- L'exposition au risque de change découlant des transactions libellées en devises demeurera négligeable.

L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse selon laquelle aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon significative des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétiseront.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement d'exploitation à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. La Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties de résultats ou de rendements futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer significativement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives et pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière, y compris, sans s'y limiter, les facteurs de risque suivants mentionnés à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion ainsi que ceux décrits à la section « Facteurs de risque » de notre notice annuelle :

- L'incapacité de la Société à stabiliser ou à accroître ses produits et sa clientèle.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de fidéliser des clients, et de leur vendre de nouveaux produits.
- Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société.
- Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs.
- L'incapacité de la Société d'améliorer et d'élargir son offre de produits de marketing et de médias numériques.
- L'incapacité de la Société à établir les relations et à fournir les technologies requises pour répondre de façon adéquate aux besoins de ses clients.
- Un ralentissement économique prolongé dans les principaux marchés de la Société.
- Une proportion plus élevée que prévu des produits d'exploitation tirés des médias et solutions numériques de la Société à marge moins élevée, comme les services et la revente.
- L'incapacité de la Société d'attirer et de conserver du personnel clé.
- Les activités de la Société dépendent de l'utilisation de ses médias mobiles et en ligne, et l'incapacité de préserver l'utilisation des médias numériques de la Société pourrait nuire à sa capacité d'augmenter ses produits d'exploitation et d'étendre ses activités.
- L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre ces parties.
- Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail.
- La contestation par les autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal.
- La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par les applications cartographiques et les moteurs de recherche.
- La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communication de la Société.
- L'incapacité de la Société à générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements.
- L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite.

## Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

### Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté » et « marge sur BAIIA ajusté »).

Nous faisons état de notre bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini aux présentes comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas des mesures du rendement conformes aux normes IFRS et ils ne sont pas considérés comme un substitut du bénéfice d'exploitation ou du bénéfice net pour mesurer le rendement de Pages Jaunes. Les définitions du BAIIA ajusté et de la marge sur BAIIA ajusté ne sont pas normalisées; il est donc peu probable qu'ils soient comparables à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté ne devraient pas être utilisés comme mesures exclusives des flux de trésorerie, car ils ne tiennent pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt sur le résultat, des paiements d'intérêts, de la capitalisation des régimes, des dépenses d'investissement, des acquisitions d'entreprises, des réductions du capital de la dette ainsi que des autres provenances et utilisations des flux de trésorerie, qui sont présentées à la page 18 de ce rapport de gestion.

Le BAIIA ajusté est calculé comme les produits moins les coûts d'exploitation, tels qu'ils sont présentés dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Nous définissons la marge sur BAIIA ajusté en tant que le BAIIA ajusté en pourcentage des produits. Nous utilisons le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de nos activités, car ils reflètent la rentabilité continue. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté et la marge sur BAIIA ajusté pour évaluer la capacité d'une société à assurer le service de sa dette et à satisfaire à d'autres obligations de paiement ou comme mesure courante pour évaluer les sociétés exerçant leurs activités dans le secteur des médias et des solutions de marketing ainsi que pour évaluer le rendement d'une entreprise.

### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est une mesure financière non conforme aux normes IFRS et il n'a pas de signification normalisée selon les normes IFRS. Il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en bourse. Nous définissons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme le BAIIA ajusté, tel qu'il est défini ci-dessus, moins les dépenses d'investissement, que nous définissons comme les acquisitions d'immobilisations incorporelles et les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu, présentés dans la section « Activités d'investissement » des tableaux consolidés intermédiaires résumés des flux de trésorerie de la Société. Nous utilisons le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement comme une mesure de rendement clé pour nos activités, car il reflète les flux de trésorerie provenant de nos activités commerciales. Nous sommes d'avis que certains investisseurs et analystes utilisent le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour évaluer le rendement des entreprises de notre secteur. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est également une composante dans la détermination de la rémunération incitative à court terme de tous les employés-cadres.

La mesure financière conforme aux normes IFRS qui s'apparente le plus au BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement est le bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (défini ci-dessus comme le « BAIIA ajusté »), tel qu'il est présenté dans les états consolidés intermédiaires résumés du résultat net de Pages Jaunes Limitée. Veuillez vous reporter aux pages 5 et 12 du présent rapport de gestion pour un rapprochement des dépenses d'investissement et du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement, respectivement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités et produits et services offerts aux clients
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Hypothèses et estimations critiques
5. Risques et incertitudes
6. Contrôles et procédures

## 1. Activités et produits et services offerts aux clients

### Nos activités

Pages Jaunes, l'un des principaux fournisseurs de solutions de marketing et de médias numériques au Canada, offre des outils ciblés aux entreprises locales, aux marques nationales et aux clients qui leur permettent d'interagir et de faire des affaires dans l'économie numérique actuelle.

### Produits et services offerts aux clients

Pages Jaunes, par l'entremise de son secteur PJ, offre aux petites et moyennes entreprises (« PME ») du Canada un accès intégral à l'une des gammes de solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels les plus complètes au pays, notamment le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias numériques de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique, la production vidéo ainsi que la publicité imprimée. L'effectif de vente de la Société, qui compte plus de 300 professionnels dévoués, offre cette gamme complète de solutions de marketing aux entreprises locales partout au pays, tout en répondant aux besoins changeants de sa clientèle existante, qui compte 162 000 PME.

### Médias

Les médias de la Société, principalement les médias fixes, mobiles et imprimés, demeurent des marchés efficaces pour les marchands locaux canadiens, les marques et les consommateurs. Le réseau de médias de la Société permet aux Canadiens de découvrir des entreprises dans leurs quartiers, dans les marchés verticaux des services, de l'immobilier, de la restauration et du commerce de détail. La description des médias numériques de la Société, énumérés par secteur, est fournie ci-dessous.

#### Secteur PJ

- PJ<sup>MC</sup> – disponible en ligne et comme application mobile à l'adresse PJ.ca, PJ permet aux utilisateurs de découvrir leur quartier et d'y faire des affaires au moyen de profils de marchands complets, de contenu éditorial pertinent, de critiques et de fonctionnalités de réservation.
- Canada411 (« C411 ») – l'une des destinations en ligne et sur mobile les plus fiables et fréquentées au Canada pour obtenir les coordonnées de personnes et d'entreprises locales.
- La Société est l'éditeur officiel des annuaires de Bell, de TELUS, de Bell Aliant, de MTS Allstream et d'un certain nombre d'autres entreprises de téléphonie titulaires.
- 411.ca – service d'annuaire numérique pour aider les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales.

#### Secteur Autre

- PJ Resto<sup>MC</sup> (vendue le 30 avril 2019) – média numérique qui permettait aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations, en plus d'offrir des capacités de commande en ligne.
- Bookenda.com (vendue le 30 avril 2019) – plateforme transactionnelle en ligne qui permet aux utilisateurs et aux marchands d'interagir et de gérer les réservations et les commandes.
- RedFlagDeals.com<sup>MC</sup> (vendue le 22 août 2018) – fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne.
- Pages Jaunes Immobilier (vendue le 23 juillet 2018) – offrait aux Canadiens des renseignements leur permettant de prendre des décisions éclairées en matière d'achat, de vente ou de location de propriétés.
- DuProprio/ComFree (vendue le 6 juillet 2018) – site immobilier numérique au Québec, qui offrait aux propriétaires un service professionnel et économique pour mettre en marché et vendre leurs propriétés.
- Western Media Group (vendue le 31 mai 2018) – revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien, particulièrement dans les domaines de la restauration, de l'immobilier et de l'art de vivre.

## Principales données analytiques

Le succès de notre entreprise est tributaire de l'amélioration continue de la rentabilité opérationnelle et de l'efficience des dépenses d'investissement. L'amélioration à long terme de la rentabilité dépend de la croissance des produits tirés des médias et solutions numériques ainsi que de la rétention et de la croissance de notre clientèle. Les principales données analytiques pour le trimestre clos le 30 septembre 2019 comprennent les éléments suivants :

- BAIIA ajusté : le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 37,8 M\$, ou 38,5 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 46,3 M\$, ou 35,5 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent;
- BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement : le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué pour se chiffrer à 35,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 44,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ : les produits tirés des médias et solutions numériques du secteur PJ ont diminué de 16,1 % d'un exercice à l'autre pour se chiffrer à 74,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019.
- Nombre de clients<sup>1</sup> et produits moyens par client<sup>2</sup> du secteur PJ : le nombre de clients du secteur PJ a diminué pour s'établir à 162 000 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 197 000 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente un recul de 35 000 clients pour la période de douze mois close le 30 septembre 2019, comparativement à un recul de 34 700 clients pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits moyens par client du secteur PJ pour la période de douze mois close le 30 septembre 2019 se sont chiffrés à 2 517 \$ comparativement à 2 470 \$ pour la période de douze mois close le 30 septembre 2018, ce qui représente une augmentation de 1,9 %.

<sup>1</sup> Le nombre de clients du secteur PJ correspond au nombre de clients qui, à la fin de la période de présentation de l'information financière, avaient eu recours à l'un de nos produits pour leur publicité au cours des douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

<sup>2</sup> Les produits moyens par client du secteur PJ correspondent à la moyenne des produits tirés des contrats par client du secteur PJ sur les douze derniers mois, en excluant les clients de 411.ca.

## Dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2019	2018
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	2 379 \$	2 910 \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(28)	(12)
Moins : Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	–	(713)
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>2 351 \$</b>	<b>2 185 \$</b>

## Effectif<sup>1</sup>

Aux 30 septembre	2019	2018	Variation
PJ	883	1 127	(244)
Autre	–	113	(113)
<b>Effectif total</b>	<b>883</b>	<b>1 240</b>	<b>(357)</b>

<sup>1</sup> La Société définit l'effectif comme le nombre total d'employés excluant les employés en congé d'invalidité de courte durée et de longue durée ou en congé de maternité.

## 2. Résultats

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le troisième trimestre de 2019 par rapport à la période correspondante de 2018. Nous présentons plusieurs mesures afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre performance, y compris certaines mesures qui ne sont pas conformes aux normes IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 3 du présent rapport de gestion et elles constituent des éléments importants à considérer lors de l'analyse de notre performance.

### Faits saillants du troisième trimestre

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres clos les 30 septembre	2019	2018
Produits	98 147 \$	130 150 \$
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	37 786 \$	46 261 \$
Marge sur BAIIA ajusté	38,5 %	35,5 %
Bénéfice net	13 839 \$	27 125 \$
Bénéfice de base par action	0,52 \$	1,03 \$
Dépenses d'investissement	2 351 \$	2 185 \$
BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement	35 435 \$	44 076 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	50 559 \$	35 895 \$

#### Produits

(en milliers de dollars canadiens)

T3 2019		98 147 \$
T3 2018		130 150 \$

#### BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens)

T3 2019		37 786 \$
T3 2018		46 261 \$

#### BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement

(en milliers de dollars canadiens)

T3 2019		35 435 \$
T3 2018		44 076 \$

#### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

(en milliers de dollars canadiens)

T3 2019		50 559 \$
T3 2018		35 895 \$

## Résultats d'exploitation et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	% des		% des		% des		% des	
	2019	produits	2018	produits	2019	produits	2018	produits
Produits	98 147 \$		130 150 \$		309 706 \$		452 676 \$	
Coût des produits vendus <sup>1</sup>	39 103	39,8 %	52 200	40,1 %	119 966	38,7 %	187 449	41,4 %
Marge brute <sup>1</sup>	59 044	60,2 %	77 950	59,9 %	189 740	61,3 %	265 227	58,6 %
Autres coûts d'exploitation <sup>1</sup>	21 258	21,7 %	31 689	24,3 %	63 151	20,4 %	113 811	25,1 %
Bénéfice d'exploitation avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté »)	37 786	38,5 %	46 261	35,5 %	126 589	40,9 %	151 416	33,4 %
Amortissements	9 221	9,4 %	18 945	14,6 %	30 431	9,8 %	59 031	13,0 %
Frais de restructuration et autres charges	2 347	2,4 %	5 220	4,0 %	6 780	2,2 %	14 664	3,2 %
Bénéfice d'exploitation	26 218	26,7 %	22 096	17,0 %	89 378	28,9 %	77 721	17,2 %
Charges financières, montant net	7 019	7,2 %	13 074	10,0 %	32 240	10,4 %	41 213	9,1 %
Perte (profit) à la vente de filiales	160	0,2 %	(6 827)	(5,2) %	357	0,1 %	(5 924)	(1,3) %
Bénéfice avant impôt sur le résultat	19 039	19,4 %	15 849	12,2 %	56 781	18,3 %	42 432	9,4 %
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	5 200	5,3 %	(11 276)	(8,7) %	15 709	5,1 %	(420)	(0,1) %
<b>Bénéfice net</b>	<b>13 839 \$</b>	<b>14,1 %</b>	<b>27 125 \$</b>	<b>20,8 %</b>	<b>41 072 \$</b>	<b>13,3 %</b>	<b>42 852 \$</b>	<b>9,5 %</b>
Bénéfice de base par action	0,52 \$		1,03 \$		1,55 \$		1,62 \$	
Bénéfice dilué par action	0,49 \$		0,89 \$		1,44 \$		1,49 \$	

<sup>1</sup> Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
<b>Total de l'actif</b>	<b>353 332 \$</b>	<b>442 369 \$</b>
<b>Billets garantis de premier rang (y compris la tranche courante)</b>	<b>79 502 \$</b>	<b>167 489 \$</b>
<b>Débtures échangeables</b>	<b>97 925 \$</b>	<b>96 179 \$</b>
<b>Ratio total des billets garantis de premier rang et des débtures échangeables/total de l'actif</b>	<b>50,2 %</b>	<b>59,6 %</b>

## Information sectorielle

À la suite des changements organisationnels apportés tout au long de l'exercice 2018, y compris la cession ou la liquidation de plusieurs sociétés liées, la Société a apporté des changements, au cours du premier trimestre de 2019, à la façon dont elle gère ses activités pour évaluer le rendement et affecter les ressources. Les activités de la Société sont maintenant classées en deux secteurs à présenter, soit : PJ et Autre. Les chiffres comparatifs ont été retraités pour refléter les changements apportés aux secteurs à présenter.

Le secteur PJ offre aux petites et moyennes entreprises du Canada des solutions de marketing et de médias numériques et traditionnels, y compris le positionnement prioritaire en ligne et mobile sur les médias détenus et exploités de Pages Jaunes, la syndication de contenu, des solutions de moteurs de recherche, la réalisation de sites Web, la gestion de campagnes sur les médias sociaux, un service d'affichage numérique ainsi que la production vidéo et la publicité imprimée. Le secteur comprend aussi le service d'annuaire numérique 411.ca, qui aide les utilisateurs à trouver des personnes et des entreprises locales et à entrer en contact avec elles.

Le secteur Autre comprend PJ Resto et Bookenda, qui permettaient aux utilisateurs de rechercher et de découvrir des restaurants locaux et d'effectuer des réservations jusqu'à leur vente le 30 avril 2019 et la division Mediative, jusqu'à sa liquidation le 31 janvier 2019. Mediative offrait des services spécialisés de marketing numérique et de médias de performance à des clients nationaux, partout au Canada. Les activités des entreprises vendues en 2018 sont aussi comprises dans ce secteur jusqu'à leur date de cession respective, soit :

- La plateforme programmatique directe et la plateforme d'enchères en temps réel exclusives de JUICE Mobile, qui facilitaient l'achat et la vente automatique de publicité mobile entre les marques et les annonceurs jusqu'à sa vente le 31 décembre 2018;
- RedFlagDeals.com<sup>MC</sup>, un fournisseur canadien de forums sur le magasinage, les promotions, les bons de réduction et les rabais mobiles et en ligne, jusqu'à sa vente le 22 août 2018;
- Pages Jaunes Immobilier jusqu'à sa vente le 23 juillet 2018;
- DuProprio/ComFree (DPCF), qui offrait aux propriétaires de maison canadiens des médias pour vendre leur maison d'une façon peu coûteuse jusqu'à sa vente le 6 juillet 2018;
- Totem, qui offrait la conception et la livraison de contenu personnalisé pour les marques mondiales jusqu'à sa vente le 31 mai 2018;
- Western Media Group, des revues qui généraient un contenu local en matière de style de vie spécifique à la région de l'Ouest canadien jusqu'à sa vente le 31 mai 2018.

Les résultats sectoriels comprennent les éléments directement attribuables à un secteur ainsi que ceux qui peuvent être attribués sur une base raisonnable. La Société tient compte des transactions entre les secteurs à présenter de la même façon qu'elle tient compte des transactions avec les clients externes et les élimine à la consolidation.



## Analyse des résultats d'exploitation et financiers consolidés et sectoriels

### Produits

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

#### Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos

les 30 septembre	2019	2018	% de variation	2019	2018	% de variation
Médias imprimés	23 838 \$	29 038 \$	(17,9) %	79 832 \$	99 837 \$	(20,0) %
Médias numériques	74 309	88 609	(16,1) %	228 600	274 983	(16,9) %
<b>PJ</b>	<b>98 147 \$</b>	<b>117 647 \$</b>	<b>(16,6) %</b>	<b>308 432 \$</b>	<b>374 820 \$</b>	<b>(17,7) %</b>
Médias imprimés	–	445	(100,0) %	–	8 043	(100,0) %
Médias numériques	–	12 314	(100,0) %	1 274	70 545	(98,2) %
<b>Autre</b>	<b>–</b>	<b>12 759</b>	<b>(100,0) %</b>	<b>1 274</b>	<b>78 588</b>	<b>(98,4) %</b>
Médias imprimés	–	(3)	(100,0) %	–	(26)	(100,0) %
Médias numériques	–	(253)	(100,0) %	–	(706)	(100,0) %
<b>Éliminations intersectorielles</b>	<b>–</b>	<b>(256)</b>	<b>(100,0) %</b>	<b>–</b>	<b>(732)</b>	<b>(100,0) %</b>
Médias imprimés	23 838 \$	29 480 \$	(19,1) %	79 832 \$	107 854 \$	(26,0) %
Médias numériques	74 309 \$	100 670 \$	(26,2) %	229 874 \$	344 822 \$	(33,3) %
<b>Total des produits</b>	<b>98 147 \$</b>	<b>130 150 \$</b>	<b>(24,6) %</b>	<b>309 706 \$</b>	<b>452 676 \$</b>	<b>(31,6) %</b>

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, le total des produits a diminué de 32,1 M\$, ou 24,6 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 98,1 M\$, comparativement à 130,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les produits ont diminué de 31,6 % pour s'établir à 309,7 M\$, comparativement à 452,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du total des produits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 est imputable à la baisse des produits tirés des médias et solutions numériques et des médias imprimés dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Au troisième trimestre de 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 26,4 M\$, ou 26,2 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 74,3 M\$, contre 100,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le total des produits tirés des médias et solutions numériques a diminué de 33,3 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 229,9 M\$, comparativement à 344,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des produits tirés des médias et solutions numériques au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

Au cours du troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 5,6 M\$, ou 19,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 23,8 M\$. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le total des produits tirés des médias imprimés a diminué de 26,0 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 79,8 M\$. La baisse des produits tirés des médias imprimés au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 est attribuable à la baisse des produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre.

### Produits tirés des secteurs à présenter

#### PJ

Pour le troisième trimestre de 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 19,5 M\$, ou 16,6 % d'un exercice à l'autre, pour se chiffrer à 98,1 M\$, comparativement à 117,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les produits tirés du secteur PJ ont diminué de 66,4 M\$, ou 17,7 %, pour se chiffrer à 308,4 M\$, comparativement à 374,8 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 est principalement attribuable au recul de nos médias numériques et médias imprimés de PJ à marge plus élevée et, dans une moindre mesure, de nos services numériques à marge moins élevée, ce qui a exercé une pression sur nos marges brutes.

Au troisième trimestre de 2019, les produits tirés des médias et solutions numériques ont diminué de 16,1 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 74,3 M\$, contre 88,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de la période close de neuf mois close le 30 septembre 2019, les produits tirés des médias

et solutions numériques ont diminué de 16,9 % d'un exercice à l'autre, pour s'établir à 228,6 M\$, contre 275,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias numériques, partiellement contrebalancée par une hausse des dépenses par client pour un cinquième trimestre consécutif. La diminution du nombre de clients des médias numériques découle essentiellement de la baisse de l'acquisition de clients, qui s'explique en partie par le fait que nous axons nos efforts sur la rentabilité.

Au cours du troisième trimestre de 2019, les produits tirés des médias imprimés ont diminué de 17,9 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 23,8 M\$. Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, ils ont diminué de 20,0 % d'un exercice à l'autre pour s'établir à 79,8 M\$. Les résultats ont subi l'incidence négative de la baisse du nombre de clients des médias imprimés et des dépenses par client.

### Autre

Les produits tirés du secteur Autre se sont élevés à néant pour le troisième trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 12,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et à 1,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 78,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution des produits tirés du secteur Autre est attribuable aux cessions.

### Marge brute<sup>1</sup>

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2019			2018			2019			2018		
	\$	% des produits	% de variation	\$	% des produits	% de variation	\$	% des produits	% de variation	\$	% des produits	% de variation
PJ	59 044	60,2	(20,8)	74 557	63,4	(20,8)	189 090	61,3	(19,9)	236 194	63,0	(19,9)
Autre	–	–	(100,0)	3 454	27,1	(100,0)	650	51,0	(97,8)	29 126	37,1	(97,8)
Éliminations intersectorielles	–	–	(100,0)	(61)	n.s.	(100,0)	–	–	(100,0)	(93)	n.s.	(100,0)
Total de la marge brute	59 044	60,2	(24,3)	77 950	59,9	(24,3)	189 740	61,3	(28,5)	265 227	58,6	(28,5)

<sup>1</sup> Certaines informations comparatives ont été retraitées afin que leur présentation soit conforme à celle de 2019.

Le marge brute a diminué pour s'établir à 59,0 M\$, ou 60,2 % du total des produits, pour le troisième trimestre de 2019, comparativement à 78,0 M\$, ou 59,9 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, la marge brute a diminué pour s'établir à 189,7 M\$, ou 61,3 % du total des produits, comparativement à 265,2 M\$, ou 58,6 % du total des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute est attribuable aux pressions exercées par la baisse globale des produits et le changement dans la composition des produits dans le secteur PJ, ainsi qu'aux cessions dans le secteur Autre. L'augmentation de la marge brute en pourcentage des produits s'explique par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018.

### Marge brute des secteurs à présenter

#### PJ

La marge brute du secteur PJ a totalisé 59,0 M\$, ou 60,2 % des produits, pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 74,6 M\$, ou 63,4 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 189,1 M\$, ou 61,3 % des produits, pour les neuf premiers mois de 2019, comparativement à 236,2 M\$, ou 63,0 % des produits, pour la période correspondante de 2018. La diminution de la marge brute et de la marge brute en pourcentage des produits pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 découle des pressions exercées par une baisse globale des produits et un changement dans la composition des produits, de même que des investissements dans le service à la clientèle aux deuxième et troisième trimestres de 2019. Les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle ont été contrebalancés en partie par l'amélioration de l'efficacité au sein des ventes et de l'exploitation découlant des optimisations et des réductions de coûts ainsi que de la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services. Ces mesures comprenaient des réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018 et des consolidations des centres d'appel et l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018.

## Autre

La marge brute du secteur Autre a totalisé néant pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, comparativement à 3,5 M\$, ou 27,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent, et 0,7 M\$, ou 51,0 % des produits, pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 29,1 M\$, ou 37,1 % des produits, pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de la marge brute pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 est imputable aux cessions.

## BAIIA ajusté

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2019			2018			2019			2018		
	\$	% des produits	% de variation	\$	% des produits	% de variation	\$	% des produits	% de variation	\$	% des produits	% de variation
PJ	37 786	38,5	(17,9)	46 023	39,1	(17,9)	126 258	40,9	(13,6)	146 173	39,0	(13,6)
Autre	–	–	(100,0)	238	1,9	(100,0)	331	26,0	(93,7)	5 243	6,7	(93,7)
<b>Total du BAIIA ajusté</b>	<b>37 786</b>	<b>38,5</b>	<b>(18,3)</b>	<b>46 261</b>	<b>35,5</b>	<b>(18,3)</b>	<b>126 589</b>	<b>40,9</b>	<b>(16,4)</b>	<b>151 416</b>	<b>33,4</b>	<b>(16,4)</b>

Le BAIIA ajusté a diminué de 8,5 M\$, ou 18,3 %, pour s'établir à 37,8 M\$ au cours du troisième trimestre de 2019, comparativement à 46,3 M\$ pour le troisième trimestre de 2018. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté a diminué de 24,8 M\$, ou 16,4 %, pour s'établir à 126,6 M\$, comparativement à 151,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La marge sur BAIIA ajusté pour le troisième trimestre de 2019 s'est établie à 38,5 %, comparativement à 35,5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, et a atteint 40,9 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 33,4 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du BAIIA ajusté est attribuable aux pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ et aux cessions dans le secteur Autre. La hausse de la marge sur BAIIA ajusté pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 s'explique principalement par l'effet dilutif sur la rentabilité de la marge moins élevée dans le secteur Autre en 2018 et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. Les réductions ont en grande partie contrebalancé les pressions exercées sur les produits dans le secteur PJ pour le trimestre et ont contrebalancé en totalité les pressions exercées sur les produits pour la période de neuf mois.

## BAIIA ajusté des secteurs à présenter

### PJ

Le BAIIA ajusté du secteur PJ a totalisé 37,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2019, comparativement à 46,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté a diminué pour se chiffrer à 126,3 M\$, comparativement à 146,2 M\$ pour la période correspondante de 2018. La diminution du BAIIA ajusté découle de la baisse globale des produits, des pressions exercées par le changement de la composition des produits et des investissements dans le service à la clientèle. La marge sur BAIIA ajusté du secteur PJ pour le troisième trimestre de 2019 s'est établie à 38,5 %, comparativement à 39,1 % pour la période correspondante de l'exercice précédent, et a atteint 40,9 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 39,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La légère baisse de la marge sur BAIIA ajusté pour le troisième trimestre s'explique par les pressions exercées sur les produits et les investissements dans le service à la clientèle, qui ont été contrebalancés en grande partie par la concentration accrue sur la rentabilité de nos produits et services et par les réductions du coût des produits vendus et de nos autres coûts d'exploitation. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, ces mesures ont complètement contrebalancé les pressions exercées sur les produits, ce qui s'est traduit par une augmentation de la marge sur BAIIA ajusté par rapport à l'exercice précédent. La diminution du coût des produits vendus est essentiellement attribuable aux réductions de la main-d'œuvre, principalement dans les secteurs non liés au service à la clientèle au premier trimestre de 2018, aux consolidations des centres d'appel et à l'optimisation de notre modèle de prestation de services au deuxième trimestre de 2018. La diminution des autres coûts d'exploitation découle des réductions de la main-d'œuvre et des charges connexes liées aux employés, des réductions des espaces de bureaux de la Société et d'autres réductions au titre des dépenses au sein du secteur, ainsi que d'un ajustement à la charge de rémunération variable au premier trimestre de 2019 essentiellement attribuable à l'attrition de l'effectif et aux rendements de l'exercice précédent.

**Autre**

La marge sur BAIIA ajusté du secteur Autre pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 s'est élevée à néant et à 0,3 M\$, ou 26,0 % des produits, respectivement, comparativement à 0,2 M\$, ou 1,9 % des produits, et à 5,2 M\$, ou 6,7 % des produits, respectivement, pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette diminution d'un exercice à l'autre est attribuable aux cessions.

**BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement**

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

<b>Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>% de variation</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>% de variation</b>
BAIIA ajusté	<b>37 786 \$</b>	46 023 \$	(17,9) %	<b>126 258 \$</b>	146 173 \$	(13,6) %
Dépenses d'investissement	<b>2 351</b>	1 763	33,4 %	<b>7 479</b>	5 755	30,0 %
<b>PJ</b>	<b>35 435 \$</b>	44 260 \$	(19,9) %	<b>118 779 \$</b>	140 418 \$	(15,4) %
BAIIA ajusté	–	238	(100,0) %	<b>331</b>	5 243	(93,7) %
Dépenses d'investissement	–	422	(100,0) %	<b>278</b>	2 241	(87,6) %
<b>Autre</b>	–	(184)	(100,0) %	<b>53</b>	3 002	(98,2) %
BAIIA ajusté	<b>37 786 \$</b>	46 261 \$	(18,3) %	<b>126 589 \$</b>	151 416 \$	(16,4) %
Dépenses d'investissement	<b>2 351 \$</b>	2 185 \$	7,6 %	<b>7 757 \$</b>	7 996 \$	(3,0) %
<b>Total du BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement</b>	<b>35 435 \$</b>	44 076 \$	(19,6) %	<b>118 832 \$</b>	143 420 \$	(17,1) %

Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 8,7 M\$, ou 19,6 %, pour s'établir à 35,4 M\$ au cours du troisième trimestre de 2019, comparativement à 44,1 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement a diminué de 24,6 M\$, ou 17,1 %, pour s'établir à 118,8 M\$, comparativement à 143,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 a surtout subi l'incidence de la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels, en plus de l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu en 2018.

**BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement des secteurs à présenter****PJ**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 35,4 M\$, comparativement à 44,3 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur PJ a totalisé 118,8 M\$, comparativement à 140,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 est essentiellement attribuable à la baisse du BAIIA ajusté, partiellement contrebalancée par la baisse des dépenses d'investissement relatives au développement de logiciels. La diminution s'explique aussi par l'incidence négative des avantages incitatifs relatifs à un bail reçu en 2018.

**Autre**

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, le BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement du secteur Autre est minime, comparativement à un BAIIA ajusté moins les dépenses d'investissement de (0,2) M\$ et de 3,0 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse d'un exercice à l'autre découle des cessions.

**Amortissements**

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les amortissements ont diminué pour se chiffrer à 9,2 M\$, comparativement à 18,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué pour se chiffrer à 30,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 59,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, surtout en raison de la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels.

## Frais de restructuration et autres charges

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre	2019	2018	2019	2018
Indemnités, avantages et remplacement externe	1 664 \$	1 762 \$	4 923 \$	25 843 \$
Coûts liés à la liquidation au titre des régimes de retraite et coûts des services passés, montant net	–	779	–	1 875
Règlement d'un litige	–	–	(99)	(10 558)
Perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et coûts d'exploitation futurs liés aux contrats de location des bureaux fermés	509	2 679	707	(2 496)
Autres frais	174	–	1 249	–
<b>Total des frais de restructuration et autres charges</b>	<b>2 347 \$</b>	<b>5 220 \$</b>	<b>6 780 \$</b>	<b>14 664 \$</b>

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 2,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, soit des frais de restructuration de 1,8 M\$ attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, une charge de 0,3 M\$ liée aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et des pertes de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation de 0,2 M\$.

Au cours du trimestre clos le 30 septembre 2018, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 5,2 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 2,5 M\$ principalement attribuables aux réductions de la main-d'œuvre ainsi que la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et les coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux de 2,7 M\$.

La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 6,8 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, dont une tranche de 6,1 M\$ se rapportait aux frais de restructuration attribuables aux réductions de la main-d'œuvre, et une tranche de 0,7 M\$, aux coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux et à une perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2018, la Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres charges de 14,7 M\$, qui comprennent des frais de restructuration de 27,8 M\$ attribuables essentiellement aux réductions de la main-d'œuvre, contrebalancés par l'incidence de 10,6 M\$ du règlement favorable d'un litige relatif à une obligation contractuelle avec un fournisseur. Les frais de restructuration ont aussi été contrebalancés par un recouvrement net de 2,5 M\$ qui comprend la perte de valeur des actifs au titre du droit d'utilisation et les coûts d'exploitation futurs provisionnés pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux en raison d'un recouvrement plus favorable que prévu sur les contrats de location (7,3) M\$, contrebalancés en partie par une perte de valeur additionnelle des actifs au titre du droit d'utilisation et des coûts d'exploitation futurs pour les contrats de location liés à des fermetures de bureaux.

## Charges financières

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2019, les charges financières ont diminué pour se chiffrer à 7,0 M\$, comparativement à 13,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, et ont diminué de 9,0 M\$ pour se chiffrer à 32,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 41,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est essentiellement attribuable à une baisse du niveau d'endettement à la suite des remboursements des billets garantis de premier rang. Le taux d'intérêt effectif moyen de la Société sur notre portefeuille de titres d'emprunt, compte non tenu des contrats de location-acquisition, s'établissait à 9,1 % au 30 septembre 2019 (30 septembre 2018 – 9,5 %).

## Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi était de 26,90 % pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019, et de 26,93 % pour les périodes correspondantes de 2018. La Société a comptabilisé une charge de 5,2 M\$ et de 15,7 M\$, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (2018 – économie de 11,3 M\$ et 0,4 M\$, respectivement). La Société a comptabilisé une charge de 27,3 % et de 27,7 % sur le bénéfice, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 (2018 – économie de 71,1 % et de 1,0 % sur le bénéfice, respectivement).

La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 30 septembre 2019 et 2018 s'explique par le fait que certaines charges n'étaient pas déductibles aux fins de l'impôt et par une augmentation de la non-comptabilisation de certains attributs fiscaux en 2018. En outre, pour le trimestre clos le 30 septembre 2018, une reprise de charge d'impôt sur le résultat de 18,3 M\$ a été comptabilisée relativement aux exercices d'imposition précédents.

## Bénéfice net

La Société a comptabilisé un bénéfice net de 13,8 M\$ au troisième trimestre de 2019, comparativement à 27,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2018. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, le bénéfice net a diminué pour s'établir à 41,1 M\$, comparativement à 42,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du bénéfice net pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent s'explique en grande partie par le fait que le bénéfice net du trimestre clos le 30 septembre 2018 a bénéficié du profit à la vente des actifs liés aux activités de la division RedFlagDeals de 7,5 M\$ et de la reprise d'une charge d'impôt sur le résultat de 18,3 M\$ comptabilisée relativement aux exercices d'imposition précédents. Le bénéfice net a aussi subi l'incidence de la baisse du BAIIA ajusté, qui a été plus que contrebalancée par une baisse de la dotation aux amortissements, qui s'explique surtout par la baisse des dépenses relatives au développement de logiciels et par une baisse des charges financières découlant d'une diminution du niveau d'endettement.

## Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Le tableau suivant présente les principales données financières consolidées de Pages Jaunes pour les huit plus récents trimestres.

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par action et les pourcentages)

	2019			2018				2017
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Produits du secteur PJ	98 147 \$	106 610 \$	103 675 \$	110 782 \$	117 647 \$	129 339 \$	127 834 \$	137 188 \$
Produits du secteur Autre et éliminations intersectorielles	–	162	1 112	13 737	12 503	33 873	31 480	41 361
Total des produits	98 147 \$	106 772 \$	104 787 \$	124 519 \$	130 150 \$	163 212 \$	159 314 \$	178 549 \$
Coûts d'exploitation	60 361	63 350	59 406	83 370	83 889	105 990	111 381	132 860
Bénéfice d'exploitation avant amortissements, perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill et frais de restructuration et autres charges (recouvrement) (« BAIIA ajusté »)	37 786	43 422	45 381	41 149	46 261	57 222	47 933	45 689
Marge sur BAIIA ajusté	38,5 %	40,7 %	43,3 %	33,0 %	35,5 %	35,1 %	30,1 %	25,6 %
Amortissements	9 221	10 082	11 128	17 063	18 945	19 202	20 884	26 205
Perte de valeur des immobilisations incorporelles et du goodwill	–	–	–	–	–	–	–	507 032
Frais de restructuration et autres charges (recouvrement)	2 347	1 571	2 862	1 198	5 220	(1 754)	11 198	17 552
Bénéfice (perte) d'exploitation	26 218	31 769	31 391	22 888	22 096	39 774	15 851	(505 100)
Charges financières, montant net	7 019	11 456	13 765	13 516	13 074	13 977	14 162	16 221
Perte (profit) à la vente de filiales	160	197	–	(205)	(6 827)	903	–	–
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	5 200	5 543	4 966	(30 380)	(11 276)	8 248	2 608	63 014
Perte liée à une participation dans une entité contrôlée conjointement	–	–	–	–	–	–	–	267
Bénéfice net (perte nette)	13 839 \$	14 573 \$	12 660 \$	39 957 \$	27 125 \$	16 646 \$	(919) \$	(584 602) \$
Bénéfice (perte) de base par action	0,52 \$	0,55 \$	0,48 \$	1,51 \$	1,03 \$	0,63 \$	(0,03) \$	(22,26) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action	0,49 \$	0,51 \$	0,45 \$	1,28 \$	0,89 \$	0,56 \$	(0,03) \$	(22,26) \$

### 3. Situation de trésorerie et sources de financement

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

#### Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages)

	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Trésorerie et trésorerie soumise à restrictions	94 903 \$	81 452 \$
Billets garantis de premier rang	79 502 \$	167 489 \$
Déventures échangeables	97 925	96 179
Obligations liées à des contrats de location	58 499	75 320
Total de la dette	235 926 \$	338 988 \$
Insuffisance	(77 689)	(119 164)
Capitalisation totale	158 237 \$	219 824 \$
Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur la capitalisation totale	89,1 %	117,2 %

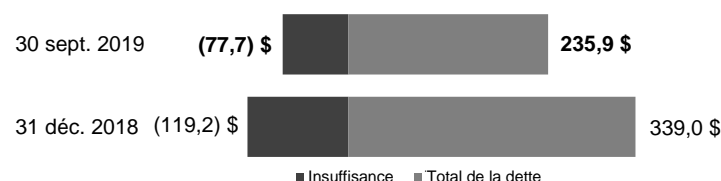
Au 30 septembre 2019, la dette de Pages Jaunes, déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions, totalisait 141,0 M\$, comparativement à 257,5 M\$ au 31 décembre 2018.

Le ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup> s'établissait à 0,8 fois au 30 septembre 2019, comparativement à 1,3 fois au 31 décembre 2018. Cette diminution est essentiellement attribuable à une diminution des billets garantis de premier rang et des obligations liées à des contrats de location.

#### Ratio du total de la dette déduction faite de la trésorerie et de la trésorerie soumise à restrictions sur le BAIIA ajusté des douze derniers mois<sup>1</sup>



#### Structure du capital (en millions de dollars canadiens)



<sup>1</sup> Bénéfice d'exploitation des douze derniers mois avant amortissements et frais de restructuration et autres charges (« BAIIA ajusté des douze derniers mois »). Le BAIIA ajusté des douze derniers mois est une mesure non conforme aux normes IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés cotées en bourse. Se reporter à la page 3 pour obtenir une définition du BAIIA ajusté.

#### Emprunt garanti par des actifs

Le 19 octobre 2017, la Société, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a renouvelé son emprunt garanti par des actifs de 50,0 M\$ d'une durée de cinq ans et en a prorogé la durée jusqu'en août 2022. Cet emprunt est affecté aux besoins généraux de l'entreprise. L'emprunt garanti par des actifs permet à la Société d'avoir accès à des fonds sous la forme de prêts au taux préférentiel, de prêts au taux des acceptations bancaires ou de lettres de crédit. L'emprunt est soumis à une réserve disponible de 5,0 M\$ si le ratio de couverture des charges fixes de la Société est inférieur à 1,1 fois pour les douze derniers mois. Au 30 septembre 2019, le ratio de couverture des charges fixes de la Société était de 0,9 fois. La Société avait des lettres de crédit de 3,4 M\$ émises et en circulation

en vertu de l'emprunt garanti par des actifs et une insuffisance de 17,3 M\$ au titre des biens affectés en garantie admissibles. Par conséquent, une tranche de 24,3 M\$ de l'emprunt garanti par des actifs était disponible au 30 septembre 2019. Au 30 septembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives de la convention d'emprunt régissant l'emprunt garanti par des actifs.

### **Billets garantis de premier rang**

Le 19 octobre 2017, Pages Jaunes Limitée, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, a émis des billets garantis de premier rang à 10,00 % d'un montant total en capital de 315,0 M\$ (les « billets ») échéant le 1<sup>er</sup> novembre 2022, à un prix d'émission de 980 \$ par tranche de 1 000 \$ de capital des billets, soit un escompte de 6,3 M\$. Les billets portent intérêt à un taux de 10,00 % par année et sont payables à terme échu en versements semestriels le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

### **Rachat obligatoire**

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets, la Société doit utiliser un montant équivalant à 100 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie, et de tout produit net de la vente d'actifs désigné pour la dernière période de rachat obligatoire pour racheter semestriellement, le dernier jour de mai et de novembre de chaque année (ou le premier jour ouvrable suivant cette date), les billets à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 20,0 M\$ le dernier jour de la période de rachat obligatoire. La Société doit utiliser 75 % de ses flux de trésorerie excédentaires consolidés pour racheter les billets si le ratio de levier financier consolidé le dernier jour de la période de rachat obligatoire n'est pas plus élevé que 1,5:1. Le 31 mai 2019, la Société a effectué un paiement de rachat obligatoire de 50,5 M\$ sur le montant en capital des billets. La Société effectuera aussi un paiement de rachat obligatoire de 50,7 M\$ sur ses billets, comprenant les intérêts courus et impayés de 0,4 M\$, le 2 décembre 2019. Après ce paiement de rachat obligatoire, la Société aura remboursé la totalité des billets.

### **Rachat optionnel**

Du 1<sup>er</sup> novembre 2018 au 31 octobre 2019, la Société pouvait, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 102 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Du 1<sup>er</sup> novembre 2019 au 31 octobre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 101 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. À compter du 1<sup>er</sup> novembre 2020, la Société pourra, à son gré, racheter une partie ou la totalité des billets, à un prix équivalant à 100 % du montant en capital total plus les intérêts courus et impayés. Le 13 juin 2019, la Société a effectué un paiement de rachat optionnel de 39,5 M\$ sur le montant en capital des billets. La Société a aussi effectué un autre paiement de rachat optionnel de 30,0 M\$ sur le montant en capital des billets le 1<sup>er</sup> novembre 2019.

### **Certaines clauses restrictives**

L'acte de fiducie régissant les billets limite la capacité de la Société ou a une incidence sur la capacité de celle-ci à, entre autres, contracter une dette additionnelle, verser des dividendes ou autres distributions ou racheter ou rembourser certains titres d'emprunt ou capital social, contracter des emprunts ou faire des investissements, vendre des actifs, créer certains privilèges, effectuer des transactions avec des sociétés liées et consolidées, fusionner ou vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs. De telles clauses restrictives sont assujetties à certaines restrictions et exceptions, tel qu'il est prescrit par l'acte de fiducie régissant les billets.

Au 30 septembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets.

### **Débetures échangeables**

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale Pages Jaunes Solutions numériques et médias Limitée, 107,5 M\$ de débetures échangeables subordonnées de premier rang (les « débetures échangeables ») échéant le 30 novembre 2022. Au 30 septembre 2019 et au 31 décembre 2018, la valeur nominale des débetures échangeables s'élevait à 107,1 M\$. Au 30 septembre 2019, la valeur des débetures échangeables, moins les intérêts non comptabilisés, était de 97,9 M\$, comparativement à 96,2 M\$ au 31 décembre 2018.

Les intérêts sur les débetures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en trésorerie, ou au taux de 12 % par année, pour la période d'intérêt applicable, si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débetures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débetures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débetures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.



L'acte de fiducie régissant les débetures échangeables contient des clauses restrictives, notamment des restrictions quant à la création d'une dette additionnelle, au paiement de dividendes et autres restrictions de paiement, à la création de privilèges, aux transactions de cession-bail, aux fusions, aux regroupements et aux ventes d'actifs, ainsi qu'à certaines transactions avec des entreprises liées. L'acte de fiducie ne contient pas l'obligation de maintenir des ratios financiers. Les restrictions quant aux ratios financiers s'appliquent seulement lors de la création d'une dette ou d'autres transactions.

Au 30 septembre 2019, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

### Option d'échange

Les débetures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées.

### Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps à partir de la date à laquelle la totalité des billets ont été intégralement remboursés, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021;
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué le 31 mai 2021 ou après cette date.

L'option de rachat en trésorerie correspond à la définition d'un dérivé incorporé et est comptabilisée à la juste valeur dans les états consolidés de la situation financière, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières. Au 30 septembre 2019, la juste valeur était de néant (31 décembre 2018 – néant).

### Notations

<b>DBRS Limited</b>	<b>Standard &amp; Poor's Rating Services</b>
B (élevée)/notation de l'émetteur – tendance stable	B-/notation de la Société – perspective stable
BB/notation des billets garantis de premier rang	B+/notation des billets garantis de premier rang
B (élevée)/notation des débetures échangeables	B-/notation des débetures échangeables

Le 7 novembre 2019, DBRS Limited a élevé sa notation des billets garantis de premier rang de BB (faible) à BB et des débetures échangeables de B (faible) à B (élevée).

### Liquidité

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités à court et à long terme pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, ainsi que pour assurer le service de sa dette en cours. Au 30 septembre 2019, la trésorerie de la Société se chiffrait à 94,9 M\$ et un montant de 24,3 M\$ était disponible en vertu de l'emprunt garanti par des actifs.

## Données sur les actions

### Données sur les actions en circulation

	Au 12 novembre 2019	Au 30 septembre 2019	Au 31 décembre 2018
Actions ordinaires en circulation	28 075 308	28 075 308	28 075 308
Débetures échangeables en circulation <sup>1</sup>	5 624 422	5 624 422	5 624 422
Bons de souscription d'actions ordinaires en circulation	2 995 484	2 995 484	2 995 484
Options sur actions en circulation <sup>2</sup>	2 009 877	2 009 877	1 347 052

<sup>1</sup> Au 12 novembre 2019, le montant en capital des débetures échangeables de Pages Jaunes en circulation s'élevait à 107,1 M\$. Ce montant peut être échangé contre 5 624 422 actions ordinaires de Pages Jaunes Limitée à un prix d'échange de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions précisées, conformément à l'acte de fiducie régissant les débetures échangeables.

<sup>2</sup> Le solde des options sur actions en circulation de 2 009 877 au 12 novembre 2019 et au 30 septembre 2019 comprend 26 775 options sur actions pouvant être exercées à ces dates. Le solde des options sur actions en circulation de 1 347 052 au 31 décembre 2018 comprend 60 425 options sur actions pouvant être exercées à cette date.

### Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre	2019	2018
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>		
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, compte non tenu de la variation des actifs et des passifs d'exploitation	92 046 \$	89 265 \$
Variation des actifs et des passifs d'exploitation	20 688	3 612
	<b>112 734 \$</b>	<b>92 877 \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(7 674) \$	(11 086) \$
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(83)	(1 060)
Avantages incitatifs relatifs à un bail reçus	–	4 150
Paiements reçus au titre de l'investissement net dans des contrats de sous-location	318	237
Produit de la vente de filiales	1 744	55 965
Acquisition d'entreprise	(400)	(400)
	<b>(6 095) \$</b>	<b>47 806 \$</b>
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités de financement</b>		
Remboursement des billets garantis de premier rang	(90 000) \$	(30 244) \$
Paiement au titre des obligations liées à des contrats de location	(3 188)	(4 782)
	<b>(93 188) \$</b>	<b>(35 026) \$</b>
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DE LA TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS</b>	<b>13 451 \$</b>	<b>105 657 \$</b>
<b>TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, AU DÉBUT DE LA PÉRIODE</b>	<b>81 452</b>	<b>46 405</b>
<b>TRÉSORERIE ET TRÉSORERIE SOUMISE À RESTRICTIONS, À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>94 903 \$</b>	<b>152 062 \$</b>

### Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 19,8 M\$, pour s'établir à 112,7 M\$, comparativement à 92,9 M\$, surtout en raison du montant additionnel de 17,1 M\$ généré par la variation des actifs et passifs d'exploitation essentiellement attribuable à un solide recouvrement des créances clients. Les flux de trésorerie ont aussi bénéficié d'une baisse de 14,5 M\$ des paiements au titre des frais de restructuration et autres charges, d'une baisse de 9,2 M\$ des intérêts versés et d'une baisse de 2,5 M\$ de la capitalisation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, facteurs contrebalancés en grande partie par la baisse de 24,8 M\$ du BAIIA ajusté.

### Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont diminué de 53,9 M\$, ce qui s'explique surtout par une diminution du produit reçu de la vente de filiales et une baisse des avantages incitatifs relatifs à un bail reçus, facteurs contrebalancés en partie par une baisse des investissements relatifs au développement de logiciels.

### Flux de trésorerie affectés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 93,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2019, comparativement à 35,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2019, un paiement de 90,0 M\$ a été effectué sur les billets garantis de premier rang comparativement à 30,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

### Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.)

Les instruments financiers de la Société comprennent essentiellement la trésorerie et la trésorerie soumise à restrictions, les créances clients et autres débiteurs, les dettes fournisseurs et autres créditeurs, les billets garantis de premier rang et les débentures échangeables.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 30 septembre 2019. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

## 4. Hypothèses et estimations critiques

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément aux normes IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs, de même que sur les montants des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles, les immobilisations corporelles, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 4 « Hypothèses et estimations critiques » pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

### Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées sans incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires

La Société a adopté, avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019, les modifications à portée limitée à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, et à IAS 23, *Coûts d'emprunt*, découlant des améliorations annuelles des normes IFRS – Cycle 2015-2017. L'adoption de ces modifications à portée limitée n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société.

## Normes, interprétations et modifications apportées aux normes publiées adoptées avec incidence sur les états financiers consolidés

### IFRIC 23 – *Incertitude relative aux traitements fiscaux*

La Société a appliqué IFRIC 23, *Incertitude relative aux traitements fiscaux*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Cette interprétation précise que lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser dans la détermination du bénéfice imposable ou de la perte fiscale, une entité doit faire preuve de jugement et appliquer le traitement fiscal qui est le plus susceptible d'être accepté par les autorités fiscales. Pour évaluer le degré de probabilité que le traitement fiscal soit accepté, l'entité suppose que le traitement fiscal sera examiné par les autorités fiscales compétentes ayant pleine connaissance de toute l'information pertinente. L'adoption d'IFRIC 23 n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de Pages Jaunes Limitée.

### Modifications à IAS 19 – *Avantages du personnel*

La Société a appliqué les modifications à IAS 19 en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Ces modifications traitent de la comptabilisation lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant la période considérée. Les modifications indiquent ce qu'une entité doit faire lorsqu'une modification, une réduction ou une liquidation du régime se produit pendant l'exercice :

- Déterminer le coût des services rendus au cours de la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen des hypothèses actuarielles utilisées pour la réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement.
- Déterminer les intérêts nets pour la portion restante de la période après la modification, la réduction ou la liquidation du régime au moyen du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies reflétant les prestations accordées selon le régime et les actifs du régime après cet événement et du taux d'actualisation utilisé pour la réévaluation de ce passif (cet actif) net au titre des prestations définies.

Les modifications précisent également qu'une entité établit d'abord le coût des services passés ou le profit ou la perte résultant d'une liquidation sans tenir compte de l'effet du plafond de l'actif. Ce montant est comptabilisé en résultat net. L'entité détermine ensuite l'effet du plafond de l'actif après la modification, la réduction ou la liquidation du régime. La variation, le cas échéant, est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, à l'exclusion des montants pris en compte dans le calcul des intérêts nets.

L'adoption de ces modifications à IAS 19 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2019.

## 5. Risques et incertitudes

Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 et à notre notice annuelle datée du 25 mars 2019 pour obtenir une description complète des facteurs de risque auxquels la Société pourrait être exposée, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part de marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu du taux de déclin des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunt ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable significative sur la Société, ses activités, ses résultats d'exploitation et sa situation financière ».

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de PJ. Le conseil exige que nos cadres supérieurs déterminent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités d'exploitation. Afin de comprendre et de gérer les risques de PJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction analysent les risques selon trois grandes catégories :

1. Les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. Les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite;
3. Les risques d'exploitation – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

PJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels elle pourrait être exposée. Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, sauf pour ce qui est décrit à la section « Information prospective » du présent rapport de gestion. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

## **6. Contrôles et procédures**

À titre de société ouverte, nous devons prendre les mesures nécessaires pour nous assurer que l'information significative concernant nos rapports présentés ou déposés en vertu des lois sur les valeurs mobilières donne une image fidèle de l'information financière de PJ. Cette responsabilité incombe à la direction, notamment au président et chef de la direction et au chef de la direction financière. La direction est responsable de l'établissement des contrôles et procédures de communication de l'information, de leur maintien et de leur évaluation ainsi que du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

### **Contrôles et procédures de communication de l'information**

L'évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information (selon les modalités du Règlement 52-109) a été effectuée sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. Ces derniers ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information de la Société étaient efficaces au 30 septembre 2019.

### **Contrôle interne à l'égard de l'information financière**

La conception et l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière (selon les modalités du Règlement 52-109) ont été évaluées sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière. À la suite de ces évaluations, ces derniers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace au 30 septembre 2019.

Au cours du trimestre ouvert le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et clos le 30 septembre 2019, le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucun changement qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.